

de fonctionnaires, de totale transparence administrative, de rigueur éthique contre la corruption, et surtout de participation populaire croissante aux mécanismes de décision.

Notre contribution à l'organisation du Forum Social Mondial de Porto Alegre nous a prouvé que nous ne sommes pas seuls, qu'ils ne se réduisent pas à une poignée, ceux qui pensent qu'un autre monde est possible. Nous le construirons.

1 Texte repris dans un recueil de Raul Pont, *A Estrela Necessaria*, Porto Alegre, Éditions Veraz, 2002.

2 Maire pendant un mandat de la ville de Porto Alegre, Raul Pont, qui a aussi été député de l'État, est membre du Parti des Travailleurs et de sa direction nationale depuis sa fondation. Il est l'un des animateurs de sa tendance de gauche, « Démocratie socialiste » ainsi que du journal *Em Tempo*.

Lu d'ailleurs

Enzo Traverso

Université de Picardie

Dernier livre paru : *La Violence nazie*, Paris, La Fabrique, 2002.

Les Furies d'Arno J. Mayer

Depuis plus d'une décennie, un air de restauration souffle sur l'historiographie des révolutions. Les célébrations du bicentenaire de 1789 ont consacré l'hégémonie de l'école de François Furet. Après avoir rejeté la notion marxiste de « révolution bourgeoise », ce dernier s'est inspiré de Tocqueville pour définir la révolution française comme une explosion de violence dont on aurait pu se passer – « un effort convulsif et douloureux qui a achevé soudainement, sans transition, sans préoccupation, sans égards, ce qui se serait achevé peu à peu de soi-même, à la longue »¹ – et d'Auguste Cochin pour condamner la Terreur comme un produit de l'idéologie, du fanatisme et de la passion révolutionnaire². Le bicentenaire n'était pas encore terminé que la chute du mur de Berlin, puis l'implosion de l'URSS alimentaient une nouvelle vague conservatrice. Par un simple coup de balancier, on mettait fin à l'histoire sociale pour revenir aux interprétations « totalitaristes » du communisme en vogue au début de la Guerre froide. Aux États-Unis, Richard Pipes voyait dans la Révolution de 1917 une épidémie propagée comme un virus par l'intelligentsia russe (homologue des philosophes des Lumières), tandis que Martin Malia dénonçait un régime totalitaire engendré par une idéologie pernicieuse³. Peu avant sa mort, Furet reprenait à son compte ces thèses, en arrondissant un peu les angles, dans *Le Passé d'une illusion*, testament intellectuel qui est aussi une déclaration de foi dans les vertus indépassables du libéralisme et une condamnation sans appel de toute tentative révolutionnaire, par définition néfaste et vouée à une dérive totalitaire⁴. La brèche étant ouverte, une pléiade de disciples zélés s'y sont aussitôt engouffrés, les uns réduisant le communisme à une parenthèse criminelle de l'histoire du XX^e siècle (Stéphane Courtois), les autres interprétant la guerre de Vendée comme le premier génocide moderne (Alain Gérard, Patrice Gueniffey⁵). C'est un autre son de cloche qu'on entend avec *Les Furies*⁶. Le dernier et très ambitieux ouvrage d'Arno J. Mayer secoue le conformisme ambiant, brise le cœur conservateur et renouvelle l'historiographie par l'ampleur de son regard et la fraîcheur de son approche. S'il s'oppose clairement à la vague libérale, il ne se lance pas pour autant dans une défense des écoles histo-

riques anciennes. Ce qu'il partage avec Tocqueville et Furet, ce n'est pas la condamnation de la rupture révolutionnaire, mais la tentative de l'appréhender comme un processus de longue durée. Ce qu'il partage avec Albert Mathiez, c'est la reconnaissance d'une analogie fondamentale – dans les buts, les formes, les moyens – entre la révolution française et la révolution russe. Cette dernière fut vécue par ses acteurs, sinon comme une répétition de 1789, du moins comme une transformation radicale de la société dont le modèle français pouvait fournir une boussole et une clef de lecture. Cette analogie justifie donc une mise en perspective comparatiste. Le résultat est une grande fresque historique que certains critiques ont comparée, pour l'ampleur de son horizon, à un tableau de Delacroix⁷. Il ne s'agit cependant pas d'un retour à la narration épique; tout le livre est fondé sur une solide charpente conceptuelle qui domine les grandes représentations chorales. Si la lecture évoque des modèles de références, il ne s'agit ni de Michelet ni de Deutscher, mais plutôt de Quinet, de Marx et de Weber.

Mayer refuse la vision sous-jacente à l'historiographie libérale selon laquelle il y aurait des « bonnes » révolutions, porteuses des libertés individuelles, de l'État de droit, du marché et du capitalisme, et des « mauvaises », la quasi-totalité, inspirées par l'idéologie et le fanatisme, débouchant sur la violence. Cela revient toujours à distinguer, dans une même révolution, entre une phase constructive et son « dérapage » totalitaire : 1789 contre 1793, février contre octobre 1917 (mais aussi, pour les historiens marxistes, la dictature jacobine contre Thermidor, la dictature bolchevique contre le stalinisme). Mayer, en revanche, considère les révolutions comme des « furies » qui, par nature, ont tendance à se radicaliser; des « furies » dont la terreur est un moment consubstantiel, structurant, voire permanent.

Voyons donc, dans ses grandes lignes, ce qu'est une révolution pour Arno J. Mayer. Son paradigme est 1789, qui rend obsolète la vision traditionnelle – empruntée à l'astronomie – de la révolution comme un retour à l'ordre ancien au bout d'un mouvement cyclique comparable à une rotation terrestre (c'est ainsi que l'on a qualifié de *Glorious Revolution* la restauration définitive de la monarchie en Angleterre, en 1688). Il s'agit d'une rupture créatrice d'un nouvel ordre, portée par des masses en mouvement qui s'engouffrent dans un vide de pouvoir à l'apogée d'une crise politique. Généralement consciente de sa mission historique, la révolution affirme des valeurs de dimension universelle, en se projetant vers l'avenir. Préfigurée par Machiavel au début du XVI^e siècle, comme le rappelle Mayer, cette définition, pourrait-on ajouter, recoupe à plusieurs égards ce que Carl Schmitt appelait la « dictature souveraine » et ce que Toni Negri appelle aujourd'hui le « pouvoir constituant », subversif, créateur de sa propre légitimité⁸. Cette rupture implique l'usage de la

force. Pas de révolution sans violence, une violence *fondatrice* – au sens où Marx et Engels y voyaient une « accoucheuse » de l'histoire – qu'il faut bien distinguer de la violence *restauratrice* de l'ordre et du pouvoir, telle qu'elle fut théorisée, à l'époque de la révolution puritaine et des guerres de religion, par Hobbes et Bodin, ou encore, au lendemain de la première guerre mondiale et de la Révolution russe, par Weber et Schmitt. Toute révolution, nous dit Mayer, est indissociable de la contre-révolution. Toutes deux sont unies par un lien « symbiotique », l'une engendre l'autre et les deux se nourrissent réciproquement dans une spirale de radicalisation (53). Si le concept de révolution connaît des métamorphoses et des variations avant d'être codifié en 1789, celui de contre-révolution est clair dès le départ, lorsque son contenu et son usage sont définis par Burke et de Maistre, Bonald et Chateaubriand. Bien qu'elle ait des précurseurs tout au long du XVIII^e siècle – les partisans des contre-Lumières –, elle a besoin, pour se cristalliser en courant intellectuel et politique, d'un ennemi contre lequel définir son identité et livrer son combat. Elle ne se limite pas à prôner les valeurs anciennes et le retour à la tradition, elle mobilise les foules, appelle à l'action et devient à son tour subversive. Son idéalisation du passé n'est ni impuissante ni résignée, la contre-révolution est active et tend parfois à adopter les méthodes de la révolution elle-même. Une fois débarrassée de ses oripeaux aristocratiques, la tradition contre-révolutionnaire débouchera enfin, au XX^e siècle, dans la « révolution conservatrice » et dans le fascisme, que ses idéologues n'hésitèrent pas à présenter comme une « révolution contre la révolution » (Mussolini)⁹.

C'est dans cette relation dialectique entre révolution et contre-révolution que s'inscrit la terreur. Née de la guerre civile consécutive à l'effondrement de l'ancien régime, la terreur surgit d'en bas avant d'être canalisée, encadrée et aussi conceptualisée par ses chefs : Marat et Robespierre, Lénine et Trotski. Depuis deux siècles, souligne Mayer, le débat historiographique ne fait que reproduire le clivage né à la fin du XVIII^e siècle : d'un côté, Kant et Hegel qui avaient justifié la terreur jacobine comme une arme du progrès contre « le Mal »; de l'autre, Goethe et Schiller, qui l'avaient condamnée comme une régression vers la « barbarie » (87). Dans le conflit opposant les « généticiens », pour lesquels la terreur découlerait de l'idéologie révolutionnaire, aux « environnementalistes », qui la font surgir des circonstances (la guerre civile déclenchée par la contre-révolution et la nécessité d'y faire face), Mayer se range plutôt du côté des seconds, non sans avoir préalablement relevé les limites d'une troisième explication qui ramènerait la violence à la psychologie des acteurs d'une tragédie historique. Mais s'il rejette les lectures idéologiques de la terreur révolutionnaire en rappelant les contextes qui avaient vu naître la guillotine et la Tcheka, Mayer s'efforce surtout d'en critiquer les explications mono-causales,

en reconnaissant que, si elle surgit dans un contexte donné, l'idéologie peut la radicaliser et les choix des acteurs l'orienter, l'arrêter ou l'étendre. Un des moteurs de la violence révolutionnaire, ajoute Mayer dans le sillage de Georges Lefebvre, réside dans la peur, dans le désir de vengeance qui souvent s'impose comme un phénomène plus « naturel » que « social », poussé par des impulsions irrationnelles et projeté vers la destruction de l'ennemi (123).

En tant qu'acte fondateur d'un ordre nouveau, la révolution, là réside son dernier élément constitutif, présente tous les traits d'une « religion séculière » (126). Comme les révolutionnaires français avaient érigé un culte de la Raison, les Bolcheviks chargèrent le socialisme d'une aura quasi religieuse lui donnant la force d'une croyance. La révolution crée sa propre liturgie faite de cérémonies publiques, de rites, d'emblèmes, avec sa commémoration des martyrs et ses icônes (Lénine embaumé dans un mausolée). L'introduction d'un nouveau calendrier, quant à elle, révèle une volonté d'instaurer une temporalité nouvelle. En France comme en Russie, l'amour de l'humanité avait remplacé la foi traditionnelle en Dieu et la révolution sécularisait des attentes millénaristes anciennes ; la Nation et le socialisme se chargeaient ainsi d'une forte tension messianique et prométhéenne à la fois. Vécue comme une religion et défendue par la foi, la révolution tend alors à combattre ses ennemis comme des renégats et à pourchasser comme hérétiques les critiques qui surgissent en son sein.

Les expériences historiques française et russe illustrent l'articulation complexe de ces différents éléments du processus révolutionnaire. La terreur jacobine exprimait une violence qui montait d'en bas. Marat, Danton et Robespierre essayèrent de l'encadrer, voire même de la contenir dans un cadre légal. C'était une « dictature de la détresse », selon les mots de Lazare Carnot, qui déboucha d'un côté sur la levée en masse, lorsque la révolution fut menacée par une coalition militaire étrangère, de l'autre sur le Comité de salut public, quand la réaction surgit de l'intérieur. Pour Robespierre et Danton, il s'agissait de remplacer la vengeance populaire, déchaînée et aveugle, par « le glaive de la loi » (171-172). La Vendée est interprétée par Mayer comme une guerre civile marquée par l'outrance et le fanatisme dans les deux camps, comme le soulignait déjà Quinet. Expression de la résistance catholique, royaliste et paysanne aux transformations révolutionnaires, elle prit la forme d'une réaction militaire qui fut écrasée par la force. Les comparaisons aujourd'hui courantes avec un génocide ne sont pas recevables, car les victimes de cette guerre étaient essentiellement des soldats. Les furies jacobines ne visaient pas un peuple mais la contre-révolution, dans une région où 90 % des prêtres avaient refusé de prêter serment à la Nation et avaient organisé une armée royaliste (315). Mais la Terreur fut de courte durée. Ce qui caractérise la dynamique profonde de la révolution française, selon Mayer, fut son « extériorisation » par

les guerres napoléoniennes qui propagèrent son impact social et politique à l'échelle de l'Europe. Il résume cette tendance en empruntant les mots de Marx, pour qui Napoléon avait achevé la Terreur en remplaçant la révolution permanente par la guerre permanente¹⁰. La Révolution, en dernière analyse, s'achève en 1815, lors de la Restauration qui ramène l'Europe dans le cadre de l'Ancien Régime. Quoique renouvelé et transformé, ce dernier se maintiendra jusqu'à son effondrement définitif en 1914. Suivra une moderne guerre de Trente Ans qui n'a trouvé son épilogue qu'en 1945, dans une Europe en ruines¹¹. En Russie, la Terreur naît au sein d'une guerre civile bien plus virulente et meurtrière que dans la France de 1793. La guerre civile russe se greffait sur une Guerre Mondiale qui avait radicalisé et brutalisé les conflits politiques, les relations sociales, les clivages nationaux. Menacé par une coalition internationale et par une contre-révolution interne qui agissaient sur plusieurs fronts, les deux s'enchevêtraient parfois avec des révoltes nationales contre un régime perçu comme grand russe, le pouvoir soviétique fut contraint de se défendre en érigeant en modèle la dictature jacobine. Mayer ne nie pas le poids de l'idéologie dans la terreur bolchevique – la violence justifiée comme voie obligée de la transition vers un ordre socialiste – mais il refuse d'y voir la seule cause, encore moins la cause décisive. Pour expliquer la violence du pouvoir bolchevique il faut, à ses yeux, la mettre en rapport avec celle déployée par la contre-révolution. Comme en 1793-1794, à l'origine de la dictature bolchevique il y avait la peur, par moments la panique, mais aussi une bonne dose d'improvisation et de pragmatisme que l'idéologie était appelée à légitimer *a posteriori*. Dans ce contexte se constitue la Tcheka, qui va prendre rapidement un pouvoir considérable – elle passe de 2 000 membres en 1918 à 140 000 en 1921 – et s'imposer comme un organe *extralégal* de la terreur – là réside sans doute la différence essentielle avec la dictature jacobine – tant aux cours ordinaires qu'aux tribunaux révolutionnaires.

Née à la fin d'une guerre mondiale, la révolution russe n'a pas réussi à se propager au reste du continent. La fin de la guerre civile en Russie coïncide avec la défaite des tentatives révolutionnaires en Europe centrale. Après l'aventure calamiteuse de la marche sur Varsovie en 1920, le rétablissement des relations diplomatiques avec les puissances européennes à Rapallo en 1922, et surtout après la réintégration de l'Allemagne dans le bloc occidental à Locarno en 1925, la révolution russe reste isolée. Là s'amorce, selon Mayer, « l'intériorisation » qui débouche sur le stalinisme. De même que Napoléon avait projeté la révolution française vers l'extérieur par la guerre, Staline replie la révolution russe vers l'intérieur, d'abord en proclamant le « socialisme dans un seul pays », puis en procédant à une politique extrêmement brutale et déchirante de modernisation de la société. Mayer ne partage pas les théories

du « totalitarisme » qui interprètent le communisme russe comme l'homologue du nazisme allemand et du fascisme italien. Recourant à une formule qui rappelle Deutscher, il présente le stalinisme comme un amalgame de « réalisations monumentales et de crimes monstrueux » (512)¹². La « seconde révolution » mise en œuvre par Staline à partir de 1929 fut une terrible guerre sociale déclenchée contre l'arriération slave où convergeaient les pulsions occidentalistes, les impératifs idéologiques et une hostilité ancienne du marxisme russe vis-à-vis du monde paysan, ainsi qu'un autoritarisme hérité du passé tsariste. La guerre civile (1918-1921), la collectivisation des campagnes (1929-1933) et les purges liées aux procès politiques (1936-1938) deviennent ainsi les différentes étapes d'un même processus d'« intériorisation » de la révolution isolée et repliée sur elle-même. De même que la guerre de Vendée, la dékoulakisation ne fut pas un génocide, son but n'étant pas la destruction d'un peuple. S'il est certain que les expropriations, la confiscation des récoltes, les déportations et la famine généralisée se soldèrent par plusieurs millions de victimes, cela fut le résultat d'une « révolution d'en haut » conçue et mise en œuvre par des méthodes autoritaires et bureaucratiques, beaucoup plus improvisée que rigoureusement planifiée (et donc aux effets largement incontrôlables). La comparaison la plus pertinente, selon Mayer, n'est pas avec Auschwitz, mais avec la grande famine qui décima la population irlandaise au milieu du XIX^e siècle (541). Le goulag, qui toucha plus de dix millions de soviétiques et fit plus d'un million de victimes, remplissait à son tour une fonction économique essentielle dans ce processus de modernisation autoritaire. Bref, Staline n'était ni un chef providentiel, selon une mythologie désormais éculée, ni un véritable « thermidorien » russe. Aux yeux de Mayer, il apparaît, sinon comme un « révolutionnaire », tout au moins comme un « modernisateur radical » dont l'œuvre s'inscrit tout à fait dans le processus ouvert par octobre 1917 (562-563). Quoique distinctes, ses « furies » seraient bel et bien la prolongation de celles qui sont portées par l'Armée rouge durant la guerre civile, entre 1918 et 1921, et leur élan ne s'épuiserait qu'en 1945, à la fin de la « guerre patriotique » contre l'Allemagne nazie. C'est donc en 1945, à la fin de la moderne guerre des Trente Ans qui lui avait donné naissance, que la révolution russe achèverait sa parabole, de même que la révolution française aurait connu son épilogue en 1815.

Si cette interprétation de la terreur révolutionnairesuscite des réserves, cela ne tient ni à son historicisme (la longue durée), ni à son comparatisme (France et Russie analysées en parallèle, à un siècle de distance l'une de l'autre), mais plutôt à son monolithisme : les révolutions sont appréhendées comme des blocs compacts dans lesquels on peut distinguer des étapes, mais non pas des ruptures¹³. Amorcée en 1789, la révolution française s'achèverait en 1815, en

incluant non seulement Thermidor mais aussi l'Empire. Éclatée en 1917, la Révolution russe accomplirait son cycle avec la défaite allemande de 1945. Par conséquent, le stalinisme ne serait pas – comme le croyait Trotski, dont les analyses sont étrangement ignorées par Mayer¹⁴ – sa phase post-thermidorienne et bonapartiste, mais l'apogée de la Terreur. Cette approche présente des affinités significatives avec celle des nouveaux historiens sociaux du monde soviétique comme J. Arch Getty et Sheila Fitzpatrick. Dans son introduction à *The Russian Revolution*, cette dernière explique les raisons de sa vision d'une continuité substantielle entre Lénine et Staline : « Quant à l'inclusion de la “révolution par en haut” de Staline dans la Révolution russe, il s'agit d'une question sur laquelle les historiens peuvent légitimement se diviser. Mais le problème n'est pas de savoir si 1917 et 1929 étaient similaires, bien plutôt de comprendre s'ils appartenaient au même processus. Les guerres révolutionnaires de Napoléon peuvent être incluses dans notre concept général de la révolution française, même si nous ne les considérons pas comme l'incarnation de l'esprit de 1789 ; une approche analogue semble légitime dans le cas de la Révolution russe. Au sens courant du terme, une révolution couvre la période de soulèvement et d'instabilité entre la chute de l'ancien régime et la consolidation du nouveau. À la fin des années vingt, les lignes définitives du nouveau régime de la Russie n'avaient pas encore été esquissées. »¹⁵

Fitzpatrick arrête la révolution russe aux procès de Moscou de 1938, Mayer y inclut la seconde guerre mondiale (ce qu'elle ne manque pas de lui reprocher¹⁶), mais la question n'est pas là. En citant Hannah Arendt, Mayer distingue la terreur de la guerre civile russe, celle d'une dictature révolutionnaire, celle de la terreur stalinienne, celle d'un régime totalitaire, déclenchée à froid par le pouvoir central dans un pays pacifié (104)¹⁷. Il s'agit cependant d'une observation marginale, sur laquelle il ne juge pas utile de s'attarder. Si Mayer a raison d'affirmer que les révolutions ne découlent pas d'une idéologie, il semble négliger qu'elles traversent non seulement des étapes mais aussi des conflits et des ruptures pendant lesquelles s'opèrent des choix politiques et dessinent une ligne directrice. La « révolution d'en haut » de Staline s'inscrit dans le processus ouvert par 1917, comme le Code civil introduit par Napoléon dans l'Europe conquise consolidait les transformations de 1789, mais les deux n'en étaient pas le débouché inéluctable et automatique. D'autres formes institutionnelles et d'autres voies modernisatrices auraient été possibles. Celles qui furent suivies tenaient à des choix politiques. Mayer ne s'intéresse guère aux querelles autour des conceptions de la démocratie, de la notion de propriété, d'égalité et de justice sociale qui divisaient Feuillants et Jacobins, Jacobins et Girondins ou même Jacobins et sans-culottes¹⁸. Les forces sociales sous-jacentes à ces conflits idéologiques, déjà détectées par des historiens comme

Albert Soboul et Daniel Guérin, ne trouvent pas de place dans une reconstruction où, comme le reconnaît l'auteur lui-même, la révolution est bien davantage un fait politique qu'un conflit de forces sociales¹⁹. De même, il néglige les questions autour de la conception de la dictature, des libertés individuelles, du pluralisme politique, du rapport entre parti et soviets, entre plan et démocratie, entre nationalisme et internationalisme, qui divisaient les différentes forces révolutionnaires russes. Ces conflits furent cependant aigus, aussi bien entre 1917 et 1922, période durant laquelle s'installe en Russie un régime de parti unique, qu'entre 1925 et 1929, lorsque Staline élimine d'abord l'opposition de gauche (trotskiste) puis celle de droite (boukharinienne) dans le parti bolchevique. Mayer n'évoque ces conflits que dans sa perspective particulière qui fait de Staline à la fois l'héritier et l'exécuteur de la révolution : « Le débat entre trotskistes et stalinien n'était pas sans rappeler certains éléments de la discussion sur la guerre et la paix entre Girondins et Jacobins en 1791-1792 : Girondins et trotskistes tendaient à affirmer le primat de la politique étrangère, la révolution européenne devant soutenir la révolution "nationale" ; Jacobins et stalinien soulignaient en revanche la prédominance de la politique intérieure. À cet égard, Staline ressemblait au Robespierre d'avant la course péremptoire de la Convention à la guerre générale. » (527)

Sur toutes ces questions, *Les Furies* rouvre le débat. La puissance de son tableau suscite toujours l'admiration, aussi bien pour ses thèses les plus originales et convaincantes, que pour ses interprétations les plus discutables. On ne pourra plus écrire sur les révolutions sans faire référence à ce travail. Dans un texte de réponse à ses critiques, Arno J. Mayer rappelle les ingrédients essentiels de sa méthode : contextualisation, historicisme, comparatisme et pluridisciplinarité²⁰, des ingrédients auxquels il aurait très bien pu ajouter une vaste érudition et une bonne dose d'anticonformisme. Avec *Les Furies*, il dessine une alternative à l'historiographie libérale et conservatrice, tout en introduisant un puissant aiguillon critique dans le champ de l'historiographie révolutionnaire.

- 1 A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Folio Gallimard, 1961, p. 81.
- 2 F. Furet, *Penser la révolution française*, Paris, Folio Gallimard, 1978 (notamment le dernier chapitre, « Auguste Cochin, la théorie du jacobinisme »).
- 3 R. Pipes, *La Révolution russe*, Paris, PUF, 1993 ; M. Malia, *La Tragédie soviétique. Le Socialisme en Russie 1917-1991*, Paris,

Seuil, 1995. Pour une mise en parallèle critique de cette vague conservatrice au sujet tant de la révolution française que de la russe, cf. D. Losurdo, *Il revisionismo storico. Problemi e miti*, Bari-Roma, Laterza, 1996.

- 4 F. Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

- 5 Cf. l'introduction et la postface de S. Courtois au *Livre Noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, 1995 ; A. Gérard, *Par principe d'humanité. La Terreur et la Vendée*, Paris, Fayard, 2000 ; P. Gueniffey, *La Politique de la Terreur. Essai sur la violence révolutionnaire 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000. Sur ce débat, cf. J.-C. Martin, « À propos du génocide vendéen », *Sociétés contemporaines*, 2000, n° 39, pp. 23-38.
- 6 A. J. Mayer, *Les Furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la Révolution russe*, Paris, Fayard, 2002.
- 7 D. A. Bell, « Violence, Terror, and War : A Comment on Arno Mayer's *The Furies* », *French Historical Studies*, vol. 24, 2001, n° 4, p. 559.
- 8 T. Negri, *Le pouvoir constituant. Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris, PUF, 1997 ; C. Schmitt, *La Dictature*, Paris, Seuil, 2000.
- 9 Sur le fascisme comme héritier des contre-Lumières, cf. Z. Sternhell, *La droite révolutionnaire*, Paris, Folio-Gallimard, 1997.
- 10 Cf. le texte de Marx, tiré de *La Sainte Famille*, in F. Furet, *Marx et la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1986, p. 170.
- 11 Cf. A. J. Mayer, *La Persistance de l'Ancien Régime*, Paris, Flammarion, 1983, et *La « Solution finale » dans l'histoire*, Paris, La Découverte, 1990.
- 12 Mise à part sa biographie de Staline, voir aussi son essai consacré aux Révolutions française et russe, « Two Revolutions », in I. Deutscher, *Marxism, Wars & Revolutions. Essays from Four Decades*, London, Verso, 1984, pp. 34-45.
- 13 Une critique analogue lui a été adressée par Carla Hesse, « Revolutionary Historiography after the Cold War : Arno Mayer's "Furies" in the French Context », *The Journal of Modern History*, vol. 73, 2001, n° 4, p. 902.
- 14 Cf. L. Trotsky, « État ouvrier, Thermidor et bonapartisme », *Nature de l'État soviétique*, Paris, Maspero, 1969, pp. 27-42, et aussi *La Révolution trahie*, Paris, Éd. de Minuit, 1989. Trotsky situait au milieu des années vingt le Thermidor de la Révolution russe. Il voyait le stalinisme comme une forme de bonapartisme soviétique qui préservait et déformait à la fois les « conquêtes » d'octobre 1917.
- 15 Sh. Fitzpatrick, *The Russian Revolution*, New York, Oxford University Press, 1994, pp. 3-4.
- 16 Sh. Fitzpatrick, « Vengeance and Ressentiment in the Russian Revolution », *French Historical Studies*, cit., p. 585.
- 17 H. Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Meridian, 1958, p. 322.
- 18 Des questions au centre de l'essai de D. Bensaïd, *Moi, la Révolution. Remembrances d'une bicentenaire indigne*, Paris, Gallimard, 1989.
- 19 A. J. Mayer, « Response », *French Historical Studies*, cit., p. 590. De Guérin, voir *Les luttes de classes en France sous la Première République*, Paris, Gallimard, 1946, 2 vol., et la réédition de *Bourgeois et bras nus, Les nuits rouges*, Paris, 1998.
- 20 *Ibid.*, pp. 589-600.